

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installations classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIAAP

1 avenue Duranton
94460 Valenton

Références : DRIAT-ID/UD94/SRIC/PRA/FC/2026/N°179
Code AIOT : 0007402258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement SIAAP implanté 1 avenue Duranton 94460 Valenton. L'inspection a été annoncée le 23/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement SIAAP est un site SEVESO seuil haut et dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI).

Le 20 mars 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'organisation le 25 mars 2026 d'un exercice POI basé sur l'un des scénarios dangereux identifiés dans son Plan d'Organisation Interne.

L'inspection des installations classées a alors déclenché une visite d'inspection afin d'apprécier l'organisation de gestion de crise mise en place par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAAP
- 1 avenue Duranton 94460 Valenton
- Code AIOT : 0007402258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Activité du site

La station d'épuration du SIAAP de Seine-Amont assure le traitement des effluents d'eaux usées d'un bassin comprenant la totalité du Val-de-Marne, la vallée de l'Yerres aval, la vallée de l'Orge, la vallée de la Bièvre et des zones des départements de Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis limitrophes.

Le site de Seine-Amont (SAM), situé sur la commune de Valenton, traite les eaux du Sud-Est de l'agglomération parisienne. Sa capacité de traitement s'élève à 600 000 m³ d'eau/jour, son débit hydraulique par temps de pluie à 1 500 000 m³.

Situation administrative

Le SIAAP est classé sous différentes rubriques au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA / nomenclature « eau »).

L'établissement relève du statut « SEVESO seuil haut » depuis le 1er juin 2015, au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

L'établissement relève également des dispositions de la directive IED (Industrial Emissions Directive) avec comme BREF principal, le BREF WI (Incinération de déchets).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	POI	Code de l'environnement, article R. 515-100	Demande d'action corrective	3 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI du 25/03/2026 s'est déroulé dans des conditions satisfaisantes et a permis à l'exploitant de faire un retour d'expérience lui permettant d'améliorer son organisation de gestion de crise.

L'inspection des installations classées souligne la bonne communication entre le directeur des opérations internes (DOI), l'assistant DOI et le chef du PCex, la clarté du message d'alerte aux pompiers transmis par le poste de sécurité, la maîtrise technique des équipes du SIVAL et la rapidité d'alerte du laboratoire en charge des premiers prélèvements post-événement.

Les points d'amélioration suivants ont notamment été identifiés par l'inspection des installations classées :

- le respect de l'organisation décrite dans le plan d'opération interne : le chef de la cellule

PCex est le contact privilégié du commandant des opérations de secours et le binôme de sécurité doit accompagner les personnes extérieures à l'établissement jusqu'à la salle de gestion de crise ;

- la nécessité d'identifier les causes possibles rendant les communications par talkies-walkies impossibles depuis la salle de gestion de crise ;
- l'amélioration de l'accueil du commandant des opérations de secours : accompagnement vers la zone réservée aux pompiers et présentation claire de la situation ;
- le suivi de l'ensemble des actions listées dans les fiches scénarios du POI ;
- la mise en place du report, dans la salle de gestion de crise, de la surveillance installée dans les différentes installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : <ul style="list-style-type: none">1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le 20/03/2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées (IIC) qu'un exercice POI allait être organisé avec les pompiers le 25/03/2025 respectant ainsi la périodicité annuelle entre les différents exercices POI. Le précédent exercice a eu lieu en octobre 2025. Les équipes ont mis en jeu le scénario "incendie dans un des silos de stockages au bâtiment 32 220" identifié dans la fiche scénario 3.13 du plan d'organisation interne (POI) de l'établissement. L'exercice a débuté à 14h30. L'événement initiateur était l'incendie d'une nappe d'huile issue d'un stockage situé à proximité des silos. Il est noté que les pompiers ont décidé vers 16 heures de basculer l'exercice POI vers un début d'exercice PPI ¹ mais l'exploitant a été pris au dépourvu et n'a pas mis en place l'organisation prévue en cas de déclenchement du PPI par le Préfet. L'organisation de gestion de crise mise en place est particulière puisque deux cellules de crise indépendantes sont créées : <ul style="list-style-type: none">• une cellule de crise SIAAP appelée « cellule DOI » dans le plan d'organisation interne, gérant

1 Plan particulier d'information : plan d'urgence déclenché par le Préfet ayant pour but d'anticiper les conséquences sur la population d'un accident survenant sur un sire présente des risques)

les aspects décisionnels et la communication extérieure (le directeur des opérations internes (DOI) fait partie de cette cellule) ;

- une cellule de crise SIVAL appelée « Cellule PCex » gérant les aspects techniques et opérationnels (le chef de cette cellule est nommé Chef PCex)) ;

Un poste de commandement avancé (PCA) est également gréé sur le terrain afin d'assurer l'évacuation du site, la mise en sécurité des installations et de mettre en place les consignes données par la cellule PCex. Le PCA est en relation directe avec les pompiers déployés sur le terrain.

L'assistant DOI, personnel SIVAL, fait le lien entre le PCex et la cellule DOI.

Avec l'organisation choisie, le rôle de l'assistant DOI est crucial pour le bon fonctionnement de l'organisation de gestion de crise mise en place et doit régulièrement être en contact avec le DOI et le Chef PCex. Au cours de l'exercice, **l'inspection des installations a constaté des échanges réguliers entre l'assistant DOI et les responsables des deux cellules de crise.**

Cependant il y a eu peu de points de situation. L'inspection a constaté la tenue d'un seul point de situation dans chaque cellule et de deux autres points de situation organisés par les pompiers auxquels ont participé le DOI et l'assistant DOI. Le chef de la cellule PCex n'a assisté à aucun point de situation avec les pompiers or d'après le plan d'organisation interne, il est l'interlocuteur privilégié des pompiers.

Il est donc primordial de respecter l'organisation prévue dans le plan d'organisation interne. Les pompiers ont, par ailleurs, souligné qu'il était difficile pour eux d'avoir plusieurs interlocuteurs chez l'exploitant. Un second écart à l'organisation établie par le POI a été constaté puisqu'un des membres du binôme d'accueil n'a pas accompagné le chef de la cellule NRBC² de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris (BSPP) jusqu'à la salle de gestion de crise.

Le scénario joué a très vite été identifié par les équipes des deux cellules de crise. Malgré une impossibilité de communiquer par talkies-walkies depuis la salle de crise (les communications étaient possibles à l'extérieur), les équipes de la cellule SIVAL se sont adaptées, en utilisant leurs téléphones portables, afin de communiquer avec les équipes opérationnelles présentes sur le terrain. Les pompiers ont rencontré le même problème. Cette solution peut être préjudiciable pour les interventions en zone ATEX, comme dans le présent exercice si le téléphone appelé n'est pas un téléphone ATEX. **Il apparaît nécessaire d'identifier les causes possibles rendant les communications par talkies-walkies impossibles depuis la salle de gestion de crise, de proposer des actions correctives pour remédier à ce problème et de s'assurer, le cas échéant, que l'ensemble du personnel pouvant intervenir au poste de commandement avancé dispose bien d'un téléphone ATEX.**

Il a été constaté que l'étape 4 "INFORMER LA SNCF" a été oubliée par les membres de la cellule de crise SIAAP pensant que cette tâche est réservée aux pompiers. **L'inspection des installations classées rappelle qu'il est primordial de suivre l'ensemble des étapes listées dans les fiches scénarios composant le POI.**

L'étape 10 "Gérer et suivre les prélèvements" a été initialisée très tôt afin que le laboratoire en charge des prélèvements environnementaux intervienne rapidement.

Lors de l'arrivée du commandant des opérations de secours (COS) dans la salle de gestion de crise, le DOI n'a pas pris le temps de l'accompagner vers la zone de la salle réservée aux pompiers et de présenter calmement la situation en précisant notamment les informations suivantes :

- la localisation de l'événement ;

2 La cellule NRBC de la BSPP est l'unité spécialisée qui intervient lors d'incidents nucléaires, radiologiques, biologiques ou chimiques (NRBC) pour identifier les risques et sécuriser la zone.

- l'information relative au déclenchement du POI ;
- le nombre de victimes, leur état, leur position, leur prise en charge par les équipes SST, leur mise en sécurité,...
- le scénario du POI identifié ;
- les dangers et risques identifiés dans la zone de l'évènement ;
- les produits concernés, leur quantité, leur compatibilité avec l'eau,...
- les dispositions déjà mises en place ;
- l'identité de la personne qui sera son interlocuteur privilégié.

Du fait que le DOI n'a pas accueilli le COS, ce dernier s'est installé au sein de la cellule de crise SIAAP ce qui a désordonné la gestion de crise de l'exploitant. **Il est important que le DOI garde la main sur la gestion de crise sur son site et mette en place les moyens nécessaires pour faciliter une action rapide des services de secours.**

Lors de l'exercice, les pompiers ont à plusieurs reprises demandé s'il y avait un risque d'explosion des silos. L'assistant DOI a affirmé qu'il n'y en avait pas. Cependant, le risque d'explosion des silos existe mais l'inertage en azote permet de le réduire fortement. En cas de problème de chute de la concentration d'azote, le risque d'exposition augmente. En précisant cette information, les pompiers auraient, lors des points de situation, demandé le taux d'azote contenu dans les silos afin de sécuriser les pompiers sur le terrain. Lors de la présentation de l'incident au COS, le DOI n'a pas présenté ce risque d'exploitation, ni son niveau de maîtrise. **Il est primordial, dès le début de la gestion de crise, d'identifier tous les risques pouvant être générés par l'évènement et d'évaluer dans le temps leur niveau de maîtrise.**

L'inspection des installations classées s'étonne de l'absence de report de la surveillance des différentes installations dans la salle de gestion de crise et recommande fortement d'en mettre un en place.

Les pompiers ont salué la clarté du message d'alerte qui leur a été transmis par l'agent se trouvant au PC sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit identifier les causes possibles rendant les communications par talkies-walkies impossibles depuis la salle de gestion de crise, proposer des actions correctives pour supprimer ce problème et s'assurer, le cas échéant, que l'ensemble du personnel pouvant intervenir au sein du poste de commandement avancé dispose bien d'un téléphone ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Propositions de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 3 mois